

La lettre eau

Actualités

04. Plan d'action national pour la restauration de la continuité écologique

Dossier

**Pollutions diffuses :
la politique de l'eau
à la corbeille !**

06. Les marchands de doute

09. Suivi des pesticides dans une commune signataire de la charte OZP

10. Le Plan Ecophyto : vers quels champs du possible ?

12. « Objectif Zéro Pesticide » sur le Bassin Loire-Bretagne

14. Eau et phytosanitaires : agir maintenant pour la santé et l'agriculture

Point de vue

15. Consultation du public : l'eau au carrefour des directives européennes

16. Pour une mer propre en 2020 : « la mer doit financer la mer » !

Fédération française des Associations
de Protection de la Nature et de
l'Environnement, fondée en 1968,
reconnue d'utilité publique en 1976.



«France Nature Environnement rassemble plus de 3000 associations nationales, régionales et locales réparties sur l'ensemble du territoire. Présente dans de nombreuses institutions de concertation, la fédération nationale place la protection de la nature, de l'environnement et de notre santé au cœur des décisions publiques afin que les décideurs politiques n'ignorent plus les préoccupations des citoyens».

La politique de l'eau requiert une attention constante de la part des citoyens, afin de veiller à une eau de bonne qualité, respectueuse de la santé humaine, ainsi qu'à la biodiversité des milieux naturels aquatiques.

Les pages du site de FNE dédiées à l'eau ont cette vocation de vous transmettre l'essentiel de l'information sur l'eau en France, tout comme une analyse des politiques dans ce domaine.

Venez visiter les pages eau :

<http://www.fne.asso.fr>

Pôle ressources en eau et
milieux naturels aquatiques
de France Nature Environnement

3 rue de la Lionne - 45000 Orléans

☎ 02 38 62 55 90

e.mail : poeeau@fne.asso.fr

site web : www.fne.asso.fr

La Lettre eau est éditée par un imprimeur labellisé Imprim'Vert. Cela signifie qu'il respecte 3 objectifs :

- la bonne gestion des déchets dangereux
- la sécurisation des stockages de produits dangereux
- l'exclusion des produits toxiques des ateliers.

Par ailleurs, la Lettre eau est imprimée sur du papier recyclé.



Directeur de la publication : Denez L'Hostis

Rédacteur en Chef : Bernard Rousseau, responsable des politiques Eau de France Nature Environnement

Rédactrice en chef adjointe : Léa Bouguyon

Comité de rédaction : Marine Le Moal

Mise en page : Charlotte Laffolay - Sologne Nature Environnement

Impression : Imprimerie Prévost

Routage : DAUTRY

Couverture : DCE © Léa Bouguyon

ISSN : 1276-1044

Edito

Bernard ROUSSEAU

Ancien Président de France Nature Environnement,
Responsable des politiques Eau



Pour une eau vivante : zones humides... Une destruction sans limites !

Alors que les médias rapportent les turpitudes du gouvernement à propos du Center Parc de Roybon en Isère, de Notre Dame des Landes en Loire Atlantique, ou de Sivens dans le Gers, on ne peut pas ignorer que ces dossiers, aujourd'hui emblématiques, sont symboliques d'un même phénomène : la destruction des zones humides !

Cette pratique continue d'éroder ce qu'il reste des zones humides dont la surface se réduit comme une peau de chagrin. Différents bilans ont été dressés, notamment celui du Ministère de l'Ecologie (1) de 2009 (2). Mais comment ne pas citer le **Rapport de l'instance d'évaluation** du Préfet Paul Bernard (3) de septembre 1994 intitulé « Les zones humides » : la bible de la descente aux enfers des zones humides qui montre qu'en trente ans, 50% des zones humides françaises ont disparu.

Et pourtant ceux qui se préoccupent de la gestion de l'eau et des milieux aquatiques connaissent parfaitement les apports positifs de ces zones. Ce sont des lieux d'expression de la biodiversité qu'il faut protéger et conserver, qui en plus produisent des richesses économiquement mesurables en protégeant, en épurant et en restituant une eau de meilleure qualité. Cette problématique ne devrait pas laisser indifférents ceux qui ne jurent que par les vertus de l'économie.

De nombreux travaux scientifiques, ainsi que des documents de vulgarisation, ont été produits par la recherche, par les agences de l'eau, par l'ONEMA (4), tous montrent les bénéfices que l'on peut retirer de leur protection : même les illettrés n'ont pas l'excuse de n'y rien comprendre !

Ce qu'il faut comprendre, c'est que la majorité des décideurs, élus et aménageurs, accordent bien peu de valeur aux zones humides dont la conservation, une lubie des écologistes, reste perçue comme une entrave à un modèle de développement qu'ils préfèrent imaginer sans limites. En conséquence, tout sera fait pour limiter la portée des règles de préservation.

Dans les SDAGE (5), ces règles sont précisées au travers de « dispositions » qui encadrent les pratiques d'utilisation des zones humides. Pour tourner la contrainte de protection, il suffira d'introduire des règles d'exception qui rendront possible ce qui au départ était impossible.

Par exemple, au nom du développement de sa commune, l' élu portera un discours de bon sens, ... à sens unique, ... qui conduira à légitimer dans l'espace péri-urbain, l'urbanisation d'une zone humide, donc à la supprimer. Pour l'agriculture, c'est la création de retenues d'eau (Sivens) et aussi la poursuite du drainage des zones humides qui est revendiquée etc.

Les raisons invoquées sont toujours les mêmes : favoriser l'activité économique, défendre l'emploi, donner du travail aux entreprises de travaux publics, agir dans le respect des habitudes ancestrales ... et satisfaire les lobbies, avec en toile de fond le slogan de mai 68 « il est interdit d'interdire » ... de supprimer les zones humides !

Résultat : les zones humides continuent de disparaître et ce n'est pas l'indigente stratégie du « **Eviter, Réduire, et Compenser** » (ERC) qui risque « *de renverser la courbe de la disparition des zones humides* » (6) formule empruntée au sémillant directeur de l'agence de l'eau Rhône Méditerranée Corse. Mais peut-on remplacer honnêtement un milieu qui s'est formé en plusieurs décennies ou siècles par une promesse incertaine de reconquête d'une zone humide détruite, même si cette transaction de marchands de tapis se fait dans le rapport de deux hectares restaurés pour un hectare détruit. Si le principe de compensation prenait la forme d'un principe de dissuasion avec dix hectares restaurés pour un hectare détruit, les aménageurs à Roybon, à Notre Dame des Landes, à Sivens y auraient regardé à deux fois... !!

A partir de cet exemple, est posé le problème de la limite de l'aménagement du territoire. Pour les zones humides, doit-on attendre qu'il n'en reste plus qu'une poignée parmi les plus prestigieuses, qui sont malgré tout grignotées, pour agir volontairement ? Pour les rivières dont plus de 90% du potentiel hydroélectrique est déjà exploité, met-on une limite à l'exploitation des 10% restants ? Qui peut mettre ces limites ? Le gouvernement bien sûr, à condition qu'il ne capitule pas devant les lobbies, mais surtout la Ministre de l'Ecologie qui est la garante de la défense de l'eau, de la nature, de la biodiversité et dont on attend aussi qu'elle soit un rempart contre ceux qui obèrent l'avenir !

(1) A l'époque dénommé « Ministère de l'Écologie, de l'Énergie, du Développement durable et de la Mer ». (2) « Les zones humides : un enjeu national », 2009, Direction générale de l'aménagement du logement et de la nature disponible [ici](#) - bilan de 15 ans de politiques publiques. (3) Rapport volumineux sous l'égide du Comité interministériel de l'évaluation des politiques publiques. Premier Ministre- Commissariat général du Plan - disponible [ici](#). (4) L'Office national de l'eau et des milieux aquatiques (Onema), établissement public français de référence, sous tutelle du Ministère de l'Écologie. (5) Le **Sdage**, schéma directeur d'aménagement et de gestion des eaux est un outil de planification concertée de la politique de l'eau. (6) « Qui renversera la courbe de la disparition des zones humides ? », Martin Guespereau, L'Express, 11 février 2015, disponible [ici](#).

Brèves - Brèves - Brèves

A QUOI SERVENT LES CODERST ?

Le CDH, « Conseil départemental d'hygiène », devenu CODERST : « Conseil départemental de l'environnement et des risques sanitaires et technologiques » depuis les mesures de simplification (sic), est une instance visant à examiner les projets soumis à autorisation administrative. Les dossiers qui sont soumis à l'examen du CODERST sont presque toujours conformes du point de vue réglementaire, mais on peut dès lors se poser la question de l'utilité d'une telle instance, puisqu'elle se contente de constater le respect de la réglementation sans se poser la question de la légitimité des demandes. C'est ainsi que l'on peut avoir à examiner des projets monstrueux, mais parfaitement « légaux » du point de vue des règles administratives comme par exemple d'énormes élevages hors sol, ou encore l'exportation de fientes de volailles vers un département situé à 260 kilomètres. Devant le coût de l'opération on peut douter de sa réalisation, mais c'est imparable sur le plan administratif au niveau des règles d'épandage. L'avis du CODERST n'est que consultatif, et le préfet peut passer outre un éventuel - et rare - avis négatif. En 21 ans de pratique dans son département, l'auteur de ces lignes n'en a jamais vu aucun, car la composition de ce conseil est totalement déséquilibrée. De plus, comme on l'a vu récemment un préfet ne s'intéresse pas prioritairement à la légitimité ou à la justice, mais seulement à l'ordre, et il peut forcer ses services à voter en CODERST un projet sur lequel ils ont émis un avis négatif lors de l'instruction du dossier. A Sivens en voulant imposer par la force sa décision le préfet du Tarn n'aura provoqué qu'injustice, désordre et drame, pour un projet qui n'était même pas légal. Au final, les CODERST ne donnent que l'illusion de la légitimité des décisions administratives, et peut-être les associations devraient-elles commencer à se poser la question de leur présence dans cette instance où elles n'ont qu'un rôle de figurant et sont la bonne conscience de la démocratie.

SIVENS : POSITIONS DES APNE (1) SUR LA SUITE DU PROJET

Le 16 janvier la ministre de l'Ecologie enterre le projet de barrage tel que prévu et propose deux alternatives au Conseil Général du Tarn, suite au travail de concertation mené par deux experts du CGEDD (2) en local. Pour FNE Midi-Pyrénées, Nature Midi-Pyrénées, le Collectif Testet et la Confédération Paysanne, lors de la prochaine session de l'assemblée départementale, les élus ne doivent pas choisir entre les deux options soutenues par la Ministre mais bien décider de mener des études plus approfondies. Nos associations ont co-signé un document de propositions à ce sujet, mettant en avant :

- Que le soutien d'étiage est inutile, les experts constatent d'ailleurs que ni le niveau des rejets actuels dans le Tescou ni la vie aquatique ne le justifient, mais c'est un alibi bien pratique pour obtenir un financement à 100% de fonds publics
- L'abandon du site de la zone humide du Testet et sa restauration avant le printemps
- L'optimisation de l'utilisation du stockage existant via les retenues collinaires déjà présentes sur le bassin du Tescou : le volume existant et non utilisé actuellement représente vraisemblablement un potentiel de 400.000 à 500.000 m³. Cette solution est la plus rapide (dès la saison d'irrigation 2015), la moins chère et la moins impactante pour l'environnement
- La mise en place d'un SAGE vallée du Tescou, en remplacement du Plan de Gestion des Étiages
- La nécessité de réfléchir à un projet de territoire visant à renforcer les filières locales, structurer les débouchés, développer l'agro-écologie et de nouvelles installations dans le respect des ressources en eau et des milieux aquatiques

En savoir + <http://bit.ly/1a40kqY>

(1) Association de Protection de la Nature et de l'Environnement (APNE).
(2) Conseil général de l'environnement et du développement durable (CGEDD)

DEVENEZ UN "DON'ACTEUR" FAITES UN DON POUR QUE L'EAU RESTE VIVE !

☐ **Oui** , je me sens concerné-e par la protection de la nature et de l'environnement et désire continuer à soutenir les actions de France Nature Environnement.

Je fais un don : ☐ 15 € ☐ 20 € ☐ 30 € ☐ 50 € ou €

A renvoyer sous enveloppe affranchie à FNE - Réseau Eau - 3 rue de la Lionne - 45 000 Orléans



JE RÈGLE PAR :

☐ Chèque bancaire ou postal à l'ordre de FNE.

Pour vous remercier de votre don la Lettre Eau vous sera envoyée gratuitement

Déduction fiscale : 66% de votre don est déductible de vos impôts, dans la limite de 20 % de votre revenu imposable. Dès réception de votre don, nous vous enverrons un reçu justificatif.

Ainsi, par exemple, un don de 30 € ne vous revient qu'à 10,20 €

Confidentialité : vos coordonnées sont indispensables pour vous envoyer votre reçu fiscal et bénéficier de la réduction d'impôts. Nous les utilisons uniquement à des fins de gestion et d'information. Conformément à la loi " informatique et libertés " du 6 janvier 1978, vous bénéficiez d'un droit d'accès, de rectification, d'opposition et de suppression des données qui vous concernent.

AGRÉÉE PAR



DATE ET SIGNATURE
OBLIGATOIRES

MES COORDONNÉES :

☐ Mme ☐ Mlle ☐ M.

Nom :

Prénom :

Adresse :

.....

CP : [][][][][][]

Ville :

.....

Email :

Le « Plan d'action national pour la restauration de la continuité écologique » (Parce) entre rupture et continuité des pratiques de restauration écologique des cours d'eau

Par Léa Bouguyon,
Chargée de mission Réseau Eau de France Nature Environnement

Sur l'ensemble des cours d'eau de la métropole, selon un travail d'inventaire réalisé par l'Onema (1), on compte plus de 80 000 seuils et barrages. La directive cadre sur l'eau (DCE) fixe aux États membres un objectif général « d'atteinte du bon état » qui est lui-même détérioré par la présence de seuils et barrages interrompant la continuité écologique des cours d'eau. Dans ce cadre, le 13 novembre 2009, Chantal Jouanno, alors secrétaire d'Etat à l'Ecologie, annonçait le lancement d'un « Plan d'action national pour la restauration de la continuité écologique » des cours d'eau (2). Du plan à la réalité de terrain, le Parce constitue-t-il l'outil adapté à l'objectif de reconquête du bon état écologique des cours d'eau ?

AUX SOURCES DU PARCE : L'INTÉGRATION DU CONCEPT DE CONTINUITÉ ÉCOLOGIQUE DANS LA LÉGISLATION FRANÇAISE

Afin de bien comprendre les enjeux du Parce, revenons plus précisément sur le contexte conceptuel dans lequel il s'insère. En effet, comme le souligne Régis Barraud (3), « depuis le milieu des années 1990, on assiste à l'échelle internationale à un changement de paradigme de la gestion des cours d'eau » (4). Ce changement de paradigme doit pour beaucoup à la DCE et plus particulièrement à sa transposition en droit français à travers la Loi sur l'eau et les milieux aquatiques de 2006 (Lema). En introduisant de nouvelles notions telles que la continuité écologique, le réservoir biologique et le transit sédimentaire, la Lema a impulsé une approche nouvelle prenant davantage en compte les interdépendances entre les hommes et les cours d'eau. De plus, afin de transposer en droit français les dispositions de la DCE relatives à la continuité écologique, l'article L 214-17 du code de l'environnement a institué un nouveau classement des cours d'eau distinguant deux listes. La « liste 1 » classe les cours d'eau et parties de cours d'eau ou canaux en très bon état écologique, ou identifiés comme réservoirs biologiques ou encore classés comme axes grands migrateurs, tandis que la « liste 2 » regroupe les cours d'eau ou parties de cours d'eau ou canaux « dans lesquels il est nécessaire d'assurer le transport suffisant des sédiments et la circulation des poissons migrateurs ». L'inscription en liste 2 implique une mise aux normes des ouvrages dans un délai de 5 ans.



Malzieu, 2009 © Bernard Rousseau

LA CIRCULAIRE DU 25 JANVIER 2010 ET L'ARTICULATION DU PARCE AVEC LES POLITIQUES EXISTANTES

De manière à ce que le concept de continuité écologique ne soit pas une coquille vide, le Parce a été élaboré afin de lui donner une dimension pratique. Dans ce but, la circulaire du 25 janvier 2010 précise la mise en œuvre par l'Etat et ses Etablissements Publics, notamment les Agences de l'eau et l'Onema, et fournit dans ses annexes une boîte à outils rappelant les principaux éléments de cadrage national ainsi que les instruments de police de l'eau spécifiques. Cette circulaire s'articule autour des cinq « piliers » du Parce, à savoir, le renforcement de la connaissance sur les seuils et les barrages, la définition de priorité d'intervention par bassin, le financement par les agences de l'eau de 1200 ouvrages prioritaires d'ici 2012, la mise en œuvre de la police de l'eau et l'évaluation des bénéfices environnementaux des mesures mises en œuvre. Les services déconcentrés et notamment les préfets départementaux sont désignés comme les principaux acteurs responsables de la mise en œuvre sur le terrain. Pourtant notons que bien que faisant office de document de référence, cette circulaire s'avère dense et par conséquent difficilement appropriable par les services concernés.

Pourtant, si ces quelques textes de loi ont permis d'enclencher une révision « conceptuelle » des politiques de gestion de la ressource en eau en faveur de la restauration écologique des cours d'eau, l'appropriation sociale de ces nouveaux concepts fait face à de nombreux blocages sur le terrain.

LES OBSTACLES À LA MISE EN PLACE OPÉRATIONNELLE D'UNE POLITIQUE DE CONTINUITÉ ÉCOLOGIQUE

Comme évoqué précédemment, la promotion d'une politique en faveur de la continuité écologique revêt des caractères sociétaux et culturels forts susceptibles de susciter un certain nombre de tensions sur le terrain. Les valeurs sous-jacentes au Parce s'inscrivent dans la continuité du principe d'un retour à « une nature libre ». En effet, la révision du classement des cours d'eau a généré un certain nombre de critiques de la part des propriétaires de moulins notamment car « confrontés à des engagements financiers imprévus » (5). Une partie d'entre eux s'interroge également sur « les conséquences irréversibles d'une destruction des seuils » (6) et regrette un manque de communication et d'expertise technique sur ce sujet.

Parallèlement aux critiques émanant des propriétaires de moulins, le Conseil général de l'environnement et du développement durable (CGEDD) pointe du doigt la difficile articulation entre les droits d'eau anciens (souvent vieux de plusieurs siècles) et le droit moderne issu de la DCE. De plus, il est souligné la « relative faiblesse quantitative des moyens disponibles » susceptible de complexifier la tâche des services administratifs concernés. En effet, un processus aussi complexe nécessite de réfléchir de manière concertée à des solutions adaptées aux particularités locales.

LE RÔLE DE L'ONEMA DANS LA MISE EN ŒUVRE DU PARCE : UN RÔLE CENTRAL DANS L'ACCÈS À LA CONNAISSANCE

L'Onema est fortement impliqué dans la mise en œuvre du Parce à l'échelle nationale et locale en apportant son soutien technique et en facilitant l'accès à la connaissance. Détaillons plus précisément les actions à travers lesquelles l'Onema apporte son expertise et contribue à la réalisation du Parce.

Du diagnostic à l'appui technique

Afin de renforcer le premier pilier du Parce, les agents de l'Onema apportent un appui technique aux maîtres d'ouvrages afin d'évaluer l'incidence des ouvrages et conseiller dans l'adoption de solutions adaptées au contexte local. Par ailleurs, l'Onema organise régulièrement des séminaires de sensibilisation et conçoit des recueils sur la restauration physique des cours d'eau afin de diffuser à un large public les retours d'expérience.

Vers un référentiel national des obstacles à l'écoulement (ROE)

À l'échelle nationale, l'Onema dresse un inventaire de tous les aménagements faisant obstacle à la continuité des cours d'eau. Parallèlement à ce travail, l'Onema a pour mission d'évaluer l'usage de chacun de ces obstacles ainsi que l'impact sur la libre circulation des poissons migrateurs et sur le transport de sédiments.

Cibler les actions de police de l'eau

Les agents de l'Onema ont pour mission de contrôler les usages de l'eau afin de garantir un débit minimal à l'aval des ouvrages, de surveiller la fonctionnalité des dispositifs de franchissement des ouvrages et de préserver les caractéristiques hydromorphologiques des cours d'eau. Dès lors, l'action des agents de l'Onema s'insère dans le quatrième pilier du Parce relatif à la mise en œuvre de la politique de l'eau visant à exercer des interventions sur les obstacles les plus impactants pour les migrations piscicoles et le transport sédimentaire.

Mobiliser la recherche

L'Onema s'efforce de développer une ingénierie de la restauration des cours d'eau en mobilisant la communauté scientifique et en finançant des études susceptibles de développer de meilleures pratiques de gestion favorisant la circulation des sédiments et des migrateurs au travers des ouvrages.

La continuité écologique (7), dans une rivière, se définit par la possibilité de circulation des espèces animales et le bon déroulement du transport des sédiments.

La notion de réservoir biologique (8) renvoie aux cours d'eau qui comprennent une ou plusieurs zones de reproduction ou d'habitat des espèces aquatiques. Ces zones sont considérées comme des pépinières d'espèces susceptibles de coloniser une zone naturellement ou artificiellement appauvrie.

Le transport sédimentaire (9) renvoie à la bonne circulation des sédiments, graviers, galets qui transitent au fond d'un cours d'eau sous l'action des courants.

UNE CHARTE DES MOULINS

Par Josselin de Lespinay,
membre du comité de bassin Loire-Bretagne

Déclinaison du PARCE, un groupe de travail a été organisé pour élaborer une « Charte des moulins ». Constitué de représentants d'associations de propriétaires, de la Fédération nationale de la pêche et de FNE, de techniciens de l'ONEMA, ce groupe est piloté par M. Antoine Lefèvre du CGDD.

Le premier but de cette charte est de trouver des solutions d'adaptation à la réglementation pour les anciens moulins constituant un obstacle à la continuité écologique. Un consensus s'est fait peu à peu sur le constat que la simple reprise des devoirs qui sont consubstantiels aux droits d'eau résoudrait une grande partie des problèmes de continuité écologique. En effet depuis que les moulins ne « moulinent » plus, les règles de leur fonctionnement : gestion coordonnée des ouvrages, des vannages ou encore entretien des abords, ont été peu à peu oubliées au fur et à mesure des changements tels que la vente et la transformation en simple habitation ou résidence secondaire. Ni l'administration ni souvent les offices notariaux n'ont été à même de rappeler les règles fondamentales adossées aux droits d'eau, et la « continuité écologique » issue de la DCE a constitué pour beaucoup un réveil brutal violemment contesté, souvent par ignorance des réalités. On ne peut en effet s'appuyer sur les traditions d'un passé multiséculaire et souvent mythifié pour justifier une non-gestion bien récente et qui n'a rien de patrimonial. Il restera toutefois à aller plus loin dans l'adaptation des anciens moulins car ni l'état qualitatif ni le débit de beaucoup de cours d'eau ne sont semblables à ce qu'ils étaient au « temps des moulins ». L'observation des règles de gestion est une première étape, mais parfois ne suffira pas à obtenir le résultat nécessaire au bon état des eaux.

Lors de la dernière réunion qui s'est tenue à Rennes le 30 janvier, des visites ont été faites sur divers sites d'anciens moulins, montrant des cas de figure où les adaptations à la continuité se sont faites à la satisfaction de tous les acteurs. C'est cette voie qu'il faut continuer à suivre.

(1) L'Office National de l'Eau des Milieux Aquatiques est l'organisme technique français de référence sur la connaissance et la surveillance de l'état des milieux aquatiques. (2) L'effet « obstacle » généré par les seuils et barrages conduit à la dégradation des milieux de vie des espèces aquatiques, à l'appauvrissement de leur habitat et de leur diversité, au blocage des sédiments et, dans certains cas, écourté le cycle de vie de certains migrateurs. (3) Maître de Conférences en Géographie, Université de Poitiers. (4) Régis Barraud cité dans le rapport « Plan d'action pour la restauration de la continuité écologique des cours d'eau (Parce) », CGEDD, Décembre 2012, p.17 – Disponible [ici](#). (5) Voir Rapport « Plan d'actions pour la restauration de la continuité écologique des cours d'eau (Parce) », CGEDD, Décembre 2012, p.16 – Disponible [ici](#). (6) Ibid., p.17 – Disponible [ici](#). (7) Sources Dreal Centre Val de Loire, fiche sur la continuité écologique disponible [ici](#). (8) Sources Plan d'actions pour la restauration de la continuité écologique des cours d'eau (Parce), Conseil Général de l'environnement et du développement durable, décembre 2012 p.17 – Disponible [ici](#). (9) Sources : Glossaire Le bassin versant : un territoire pour les rivières voir [ici](#).

(5) Voir Rapport « Plan d'actions pour la restauration de la continuité écologique des cours d'eau (Parce) », CGEDD, Décembre 2012, p.16 – Disponible [ici](#). (6) Ibid., p.17 – Disponible [ici](#). (7) Sources Dreal Centre Val de Loire, fiche sur la continuité écologique disponible [ici](#). (8) Sources Plan d'actions pour la restauration de la continuité écologique des cours d'eau (Parce), Conseil Général de l'environnement et du développement durable, décembre 2012 p.17 – Disponible [ici](#). (9) Sources : Glossaire Le bassin versant : un territoire pour les rivières voir [ici](#).

Par Josselin de Lespinay,
Membre du Comité de Bassin Loire-Bretagne

Reprenant les griefs formulés par la Commission européenne, le 4 septembre dernier la CJUE (1) condamnait la France pour n'avoir pas satisfait aux exigences de la directive 91/676/CEE de 1991, concernant la protection des eaux contre la pollution par les nitrates d'origine agricole. Il en découlait une nécessaire augmentation des zones dites « vulnérables » (ZV), le précédent – et pourtant récent – classement étant jugé insuffisant. C'est la deuxième fois que la France est condamnée pour ce motif.

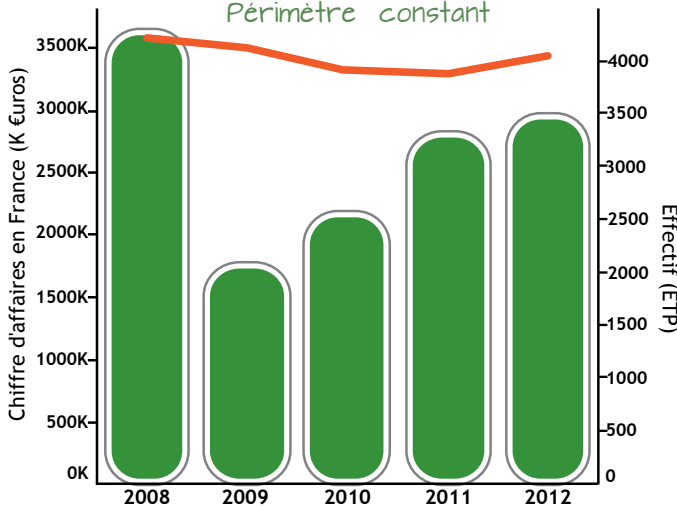
Depuis, des stratégies se sont mises en place de la part des acteurs, tant au niveau gouvernemental qu'à celui de la FNSEA (2). Pour le premier, le but est d'éviter une condamnation de la France à de lourdes pénalités. Pour les seconds, il s'agit de limiter au maximum une nouvelle extension des zones vulnérables, et contester globalement la nocivité des excès d'azote.

La représentation agricole « officielle » a-t-elle seulement admis la nécessité de réduire les excédents d'azote produits par l'agriculture intensive ? Plusieurs indices permettent d'en douter. Le premier est que dans les discussions internes le discours ne change pas : tout en répétant à l'envi que les agriculteurs ont fait « de gros efforts », le fond du discours est de faire admettre les nitrates comme une sorte de « rançon du Progrès » que représenterait la productivité. On a même pu entendre qu'un excédent d'azote à l'hectare conduisant à des pertes de nitrates de 60 ou 70 mg/l était quelque chose d'incontournable pour maintenir la production. Et de ressurgir les incantations quant à la nécessité de « nourrir la planète », ce qui est pourtant impossible avec ce modèle. Car sans même évoquer la pollution induite et le gâchis énergétique de l'agriculture intensive, il faudrait plusieurs planètes supplémentaires pour appliquer ce système à l'ensemble de la population de la terre.

Mais cela va plus loin, et on a vu se multiplier les attaques indirectes contre, d'une part la norme de 50 mg/l pour l'eau potable, et d'autre part la relation pourtant maintes fois démontrée entre les nitrates et les marées vertes. Un autoproclamé « Institut de l'environnement » financé par le lobby porcin, un site « Science et pseudo science » dont on ne sait pas ce qu'il recouvre, prétendent démontrer à l'aide d'études biaisées ou détournées qu'il n'existerait pas de rapport entre l'azote et les marées vertes, que les explosions algales seraient liées uniquement au phosphore, ce qui est relativement vrai... en eau douce ! De même, les nitrates sont présentés comme « bons pour la santé », mais c'est vrai aussi pour le sel, le sucre, le vin etc... Question de dosage... Le procédé utilisé par la fabrique du doute est toujours le même et a déjà été employé pour semer le doute sur les découvertes scientifiques visant les dangers de l'amiante, du tabac, de certains médicaments, sur le réchauffement climatique, et en règle générale sur tout ce qui peut gêner certains lobbies face à l'intérêt général.

Le monde de l'agro-business n'est pas en reste dans cette contestation des nécessaires changements de pratiques de l'agriculture. La réduction des excès d'azote terrestre impliquant aussi le milieu marin depuis la DCSMM (3), les scientifiques avaient calculé que pour la Loire à Montjean un taux de 11,5 mg/l de nitrates dans les eaux de surface permettrait d'éviter une grande partie des marées vertes que les flux d'azote arrivant par la Loire provoquent sur tout le littoral, et jusqu'en Nord Finistère. Ce taux a été maintenu comme but, mais la norme proposée est de 18 mg/l. Du coup, elle a été contestée au motif

Chiffre d'affaires et effectif des sociétés membres de l'UNIFA
Périmètre constant

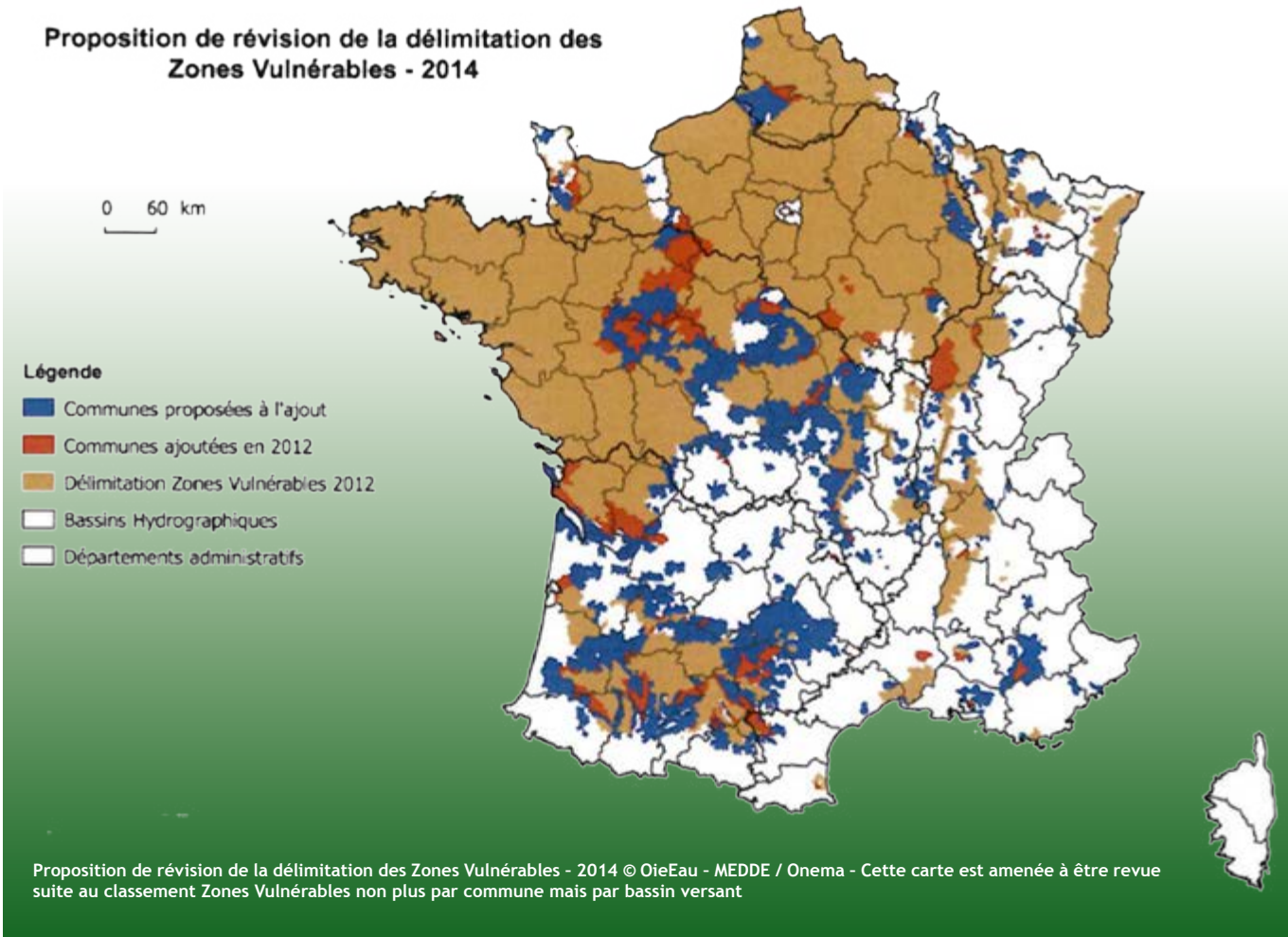


Sources : L'Union des industries de la fertilisation est l'organisation professionnelle française représentant les industries de la fertilisation (4) - www.unifa.fr [ici](#)

qu'elle ne s'appuierait pas sur des études scientifiques, ce qui est en partie exact dans la mesure où il s'agit d'une estimation d'une part et le résultat d'une concertation de l'autre. La science est relative, seul le mensonge est absolu. Mais si on cherche des certitudes, on sait que jusqu'au milieu du XX^{ème} siècle le taux de nitrates dans les eaux de surface ne dépassait pas 4 ou 5 mg/l. Les contestataires devraient méditer cette réalité.

Car que dire des normes en général ? On ne peut qu'être étonné de constater l'inefficacité des programmes de mesures prises pour les zones vulnérables, dans lesquelles la charge maximale en apports azotés ne doit pas excéder 170 kg d'azote par hectare. Mais constater dans le même temps que beaucoup de secteurs ont été classés pour leur dépassement des teneurs admissibles en nitrates sans pourtant avoir reçu des fertilisations de 170 kg d'azote par hectare. Quelque chose nous échappe car apparemment les mesures ne correspondent pas à la teneur réelle des nitrates dans nos eaux. De ce fait, si on peut contester les normes, ce n'est pas parce qu'elles seraient trop basses comme le prétendent certains lobbies, mais parce qu'elles sont bien trop élevées par rapport à la réalité des teneurs dans les eaux. D'ailleurs ces normes ne sont-elles pas négociées avec ces fameux

Proposition de révision de la délimitation des Zones Vulnérables - 2014



lobbies ? On ne cesse de fermer des captages d'eau potable, d'en chercher de nouveaux, de créer des interconnexions pour diluer avec de l'eau encore un peu exempte de polluants une eau qui en contient trop afin de rester dans des normes acceptables. Tout cela coûte une fortune à la collectivité, bien plus que les pseudo-excédents de la balance commerciale agricole.

On peut aussi se poser une question fondamentale : quel est l'avenir de cette agriculture ? Produire encore plus, toujours plus, comme si c'était un but en soi, pouvoir présenter dans son hangar une batterie de tracteurs toujours plus imposante, est-ce cela l'avenir ? Il est vrai que tout un secteur lié à la mécanisation, à la vente de matériel d'irrigation, à celle des intrants et des pesticides rebaptisés « phytosanitaires » ou « médicaments » par une « Union des industriels pour la protection des plantes » (sic), tout cela génère un chiffre d'affaires considérable.

Soit on admet comme incontournables ces dépassements de normes, et dans ce cas la ressource en eau de bonne qualité disparaîtra, soit on change de modèle de production. Car il faut se poser une question de fond : à quoi sert de produire des protéines végétales uniquement destinées à la production de viande hors sol, à raison de 19 unités de protéines végétales pour produire 1 unité de protéine animale ? Est-ce ainsi que l'on prétend vouloir « nourrir la planète » ?

Cela n'empêchera pas le Salon de l'Agriculture de proposer comme tous les ans le musée vivant de tout ce à quoi la plupart des Français n'ont plus droit, tous ces magnifiques animaux, ces produits de terroir qui n'ont rien à voir avec les usines à cochons, les élevages concentrationnaires, les épandages massifs et la pollution généralisée. Il manque à ce Salon le véritable parfum de l'agriculture intensive :

celui du lisier et celui de la chimie. Mais depuis que c'est le président de la FNSEA (5) qui annonce les mesures qui doivent être discutées en Conseil des ministres, plus rien n'étonne dans le domaine agricole.

Ce qui est le plus désolant, c'est que la révision des zones vulnérables n'est destinée qu'à éviter une condamnation, non à résoudre un problème qui affecte la société toute entière dans une de ses ressources les plus indispensables. Et cela, le temps d'une échéance électorale.

Le cycle de l'azote (6) est un cycle biogéochimique qui décrit la succession des modifications subies par les différentes formes de l'azote (diazote, nitrate, nitrite, ammoniac, azote organique (protéines)). L'atmosphère terrestre constituée de 78% de diazote est la principale source d'azote. L'azote est assimilable par les plantes, principalement sous forme de nitrate (ions nitrates (NO³⁻)). La décomposition d'organismes morts ou de déjections (azote organique) est une autre source d'azote qui après transformation peut produire du nitrate. L'azote sous forme d'ammoniac et de nitrite est très toxique pour de nombreux êtres vivants. Le nitrate est une forme stable de l'azote. Les ions nitrates (NO³⁻) entrent ainsi dans l'ensemble des chaînes alimentaires (7) .

(1) Cour de justice de l'Union européenne. (2) La Fédération nationale des syndicats d'exploitants agricoles (FNSEA). (3) Directive-cadre stratégie du milieu marin. (4) L'UNIFA compte aujourd'hui 50 adhérents qui représentent 2,95 milliards d'euros de chiffre d'affaires en 2012 et 4 047 emplois directs.

(5) Xavier Beulin est aussi PDG de Sofiproteol, actionnaire du magazine *la France agricole*, administrateur du Crédit agricole, président du Conseil économique et social et environnemental de la région Centre, président du port de La Rochelle et vice-président de la Copa-Cogeca, puissant lobby de coopérateurs agricoles européens agissant auprès de la Commission. Vous avez dit : « paysan » ? (6) Sources : Fiche thématique FNE « [Les nitrates dans les milieux aquatiques et leurs conséquences](#) » - Disponible [ici](#). (7) La chaîne alimentaire décrit l'ordre dans lequel les êtres vivants se nourrissent en se mangeant les uns les autres.

« Objectif zéro pesticide dans nos villes et villages »

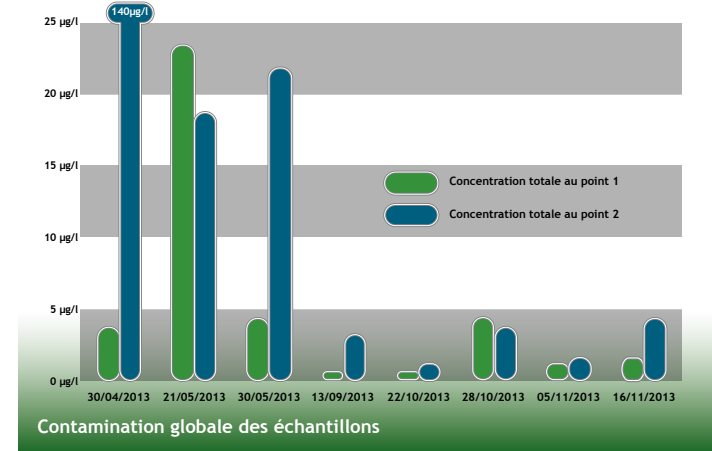
Par Jonathan Bourdeau-Garrel,
Chargé de mission eau et agriculture à Nature Centre

- Les analyses ont révélé une présence fréquente et significative de molécules interdites en France, parfois depuis 2003 (atrazine, diuron,...). Leur concentration a excédé parfois 20 µg/l
- Près de 100 % des prélèvements ont révélé une concentration totale en pesticides supérieure à 0,5 µg/l **(4)** avec parfois des pics jusqu'à 140 µg/l
- En revanche, la baisse significative et très encourageante de la substance utilisée par la commune (le 2,4D) montre que l'évolution des pratiques sur le quartier pilote a un effet sur la qualité des eaux...

UNE CONTAMINATION GÉNÉRALE DE L'ENVIRONNEMENT PAR LES PESTICIDES

Plusieurs échantillons d'eau de pluie ont été collectés directement en descente de toit. Les analyses ont révélé une concentration en molécules phytosanitaires parfois supérieure aux normes de potabilité.

Certaines molécules, comme l'acétochlore et le S-métolachlore (désherbants du maïs), ont été fréquemment quantifiées. Ces molécules ont également été détectées dans l'air, ce qui souligne une dérive aérienne de ces molécules sur de longues distances et une contamination globale de notre environnement.



ET LES BIOCIDES ?

Une analyse plus approfondie des échantillons a permis de révéler une présence significative de diuron (herbicide) et de carbendazime (fongicide). Bien qu'étant interdits pour des usages phytosanitaires (depuis respectivement 2008 et 2007), ces deux molécules entrent pour autant dans la composition d'une trentaine de biocides **(5)**. Outre le fait de complexifier l'interprétation des données sur l'origine des molécules retrouvées, cette découverte soulève un problème de fond : on interdit, dans le cadre de son utilisation phytosanitaire, une molécule car elle est estimée dangereuse pour l'homme et l'environnement mais pour d'autres usages on l'autorise encore. La dangerosité d'une molécule varierait-elle donc en fonction de l'objectif de son utilisation ? A méditer...

LE PROJET

Alors que les impacts des pesticides sur la santé **(1)** n'avaient jamais été aussi documentés, Nature Centre a initié en 2012 une étude inédite visant à **évaluer l'impact** des efforts de réduction d'usage des pesticides d'une commune engagée dans l'opération « Objectif zéro pesticide dans nos villes et villages ».

Cette étude repose sur la recherche et la quantification de pesticides dans les eaux rejetées par le réseau d'eaux pluviales du centre-bourg d'une commune. En partenariat avec Loiret Nature Environnement et la Fredon Centre, Vitry-aux-Loges (Loiret) a souhaité être la commune « pilote » de ce projet.

Afin d'établir un point de départ (ou état « zéro ») pour cette étude, la commune n'a pas entrepris en 2012 de changement dans ses pratiques phytosanitaires pour l'entretien de son espace public. 2013 a été en revanche l'année de mise en œuvre du plan d'actions de réduction d'usage de pesticides. Ainsi, dans la zone d'étude un quartier pilote a été délimité où les pesticides utilisés par la commune ont été remplacés par des techniques alternatives (paillage, fleurissement des pieds de murs, ...).

En parallèle, le service technique communal, les jardiniers amateurs, les professionnels des espaces verts et les scolaires ont régulièrement été associés à la démarche par des actions de sensibilisation (sorties herbes folles, stand au marché...) afin de rendre ce projet fédérateur autour d'un enjeu majeur : la préservation de la qualité de l'eau.

Pour approfondir ce projet, l'association Lig'Air **(2)** a effectué au cours de l'année 2014 plusieurs analyses de pesticides dans l'air. Par ailleurs, le CNRS s'est également associé au projet afin de mener une étude sur 3 ans (à partir de 2014) portant sur l'impact des pesticides (présents dans l'eau pluviale prélevée sur Vitry-aux-Loges) sur la santé, le comportement et la reproduction de souris.

LE PROTOCOLE

Les eaux pluviales de la commune sont rejetées en plusieurs points dans le canal traversant le village. Les analyses ont porté sur deux exutoires drainant plus spécifiquement le centre bourg de façon à isoler au maximum l'influence des pratiques agricoles sur la qualité de l'eau. Les analyses se sont échelonnées sur 3 campagnes de prélèvement (de 2012 à 2014, de mai à novembre **(3)**) et ont porté sur 146 molécules recherchées :

- Molécules composant les produits utilisés par la commune (herbicides) : 2,4D et aminotriazole ;
- Molécules utilisées par les jardiniers amateurs (herbicides) : 2,4D, diflufenicanil, glyphosate, mecoprop ;
- Métabolites (AMPA...).

LES RÉSULTATS D'ANALYSE EN QUELQUES CHIFFRES...

- Près de 3/4 des substances actives quantifiées sont des herbicides, pesticides les plus fréquemment utilisés
- En moyenne, près d'une trentaine de substances actives sont retrouvées au moins une fois pendant les campagnes de prélèvement

D'après l'état des lieux, adopté par le comité de bassin Loire-Bretagne en décembre 2013, sur lequel est adossé le Sdage 2016-2021, la dégradation des cours d'eau s'est amplifiée en Vendée, ainsi que dans les nappes entre le Poitou-Charentes et la Beauce, soit au niveau des plateaux calcaires du bassin **(1)**. Afin d'améliorer la gestion de la pollution par les nitrates en France, les programmes d'actions départementaux ont été remplacés par un programme d'actions national, entré en vigueur le 1^{er} novembre 2013, applicable sur l'ensemble des zones vulnérables françaises et par des programmes d'actions régionaux complémentaires. Compte tenu de ce constat, confirmé par la condamnation de la France au titre du non-respect de la directive Nitrates, ces programmes d'actions sont indispensables, mais sont-ils pour autant suffisamment rigoureux et exigeants ?

EN RÉGION CENTRE - VAL DE LOIRE

Par Jonathan Bourdeau-Garrel,
Chargé de mission eau et agriculture à Nature Centre

L'arrêté établissant le Programme d'Actions Régional nitrates pour la région Centre a été signé le 28 mai 2014. Le programme d'actions régional nitrates du Centre - Val de Loire ne se limite qu'à reprendre les mesures les moins contraignantes des programmes départementaux. En effet, il ne remet pas suffisamment en question le modèle productiviste agricole actuel se trouvant sous le dictat de certains organismes professionnels ou syndicalistes agricoles qui n'ont fait qu'ergoter sur des variables d'ajustement :

- la période obligatoire d'implantation des CIPAN **(2)** de 2 mois limitée jusqu'au 31 octobre, ne représente pas la principale période pluvieuse et va ainsi à l'encontre des recommandations de l'INRA **(3)**.
- la largeur des bandes tampon, fixée à 5 mètres en bordure de cours d'eau BCAE **(4)**, ne prend pas en compte la mesure préconisée par le Sdage Loire-Bretagne fixant à 10 mètres cette largeur pour les parcelles à risque.

Ces décisions, qui restent des arrangements à la marge, ne régleront pas le problème de fond. Comment la situation peut-elle être améliorée si les pratiques agricoles ne changent pas significativement ? Tant que la profession agricole ne s'investira pas davantage dans la mise en œuvre objective de la directive nitrates et que les contrôles ne seront pas intensifiés, les résultats seront toujours aussi décevants.

Au vu des résultats médiocres constatés et de l'extension continue des zones vulnérables, Nature Centre s'interroge sur la pertinence du niveau de non dépassement fixé à 170 kg/N/ha **(5)** ?

Nature Centre a soutenu le travail mené par les services de l'État en étant favorable aux nouvelles propositions d'extension des zones vulnérables mais a émis un avis négatif à l'encontre du programme régional. La fédération a ainsi dénoncé certaines incohérences comme la possibilité d'épandre des fertilisants azotés de type 2 **(6)** sur des CIPAN ou encore l'insuffisance des mesures proposées pour les zones d'actions renforcées.

Nature Centre a cependant pu faire avancer les discussions sur l'impact de l'irrigation sur la pollution de l'eau par le lessivage des nitrates (92 % de la surface irrigable en région Centre est classée vulnérable) et sur le bilan financier de la mise en œuvre de la directive nitrates face aux coûts engendrés par les pollutions.

EN RÉGION BRETAGNE

Par Gilles Huet,
Délégué général à Eau et Rivières de Bretagne

Après des mois d'intenses discussions entre les services de l'Etat, Eau & Rivières de Bretagne et les organisations agricoles, le Préfet de Région a arrêté le programme d'actions pour la Bretagne le 14 mars 2014.

Ce nouveau programme comporte une mesure nouvelle, très utile à la mise en œuvre d'une stratégie efficace de contrôle des plans d'épandage : toutes les exploitations agricoles doivent déclarer chaque année à la DDTM **(7)** les flux d'azote de toutes origines (minérale, organique) épandus ou cédés. Il est seulement dommage que cette mesure ne s'applique pas aux marchands d'engrais. Ce cinquième programme innove aussi en prolongeant l'interdiction d'épandage de lisier avant la culture de maïs, au 15 mars ou 31 mars, sur deux zones différenciées en fonction du risque de lessivage de l'azote.

L'arrêté du 14 mars 2014 reprend la plupart des dispositions antérieures dont certaines sont propres à la Bretagne : interdiction de détruire les zones humides, interdiction d'épandage de désherbant chimique sur les couverts végétaux implantés pour éviter les sols nus en hiver.

Mais, si ce cinquième programme évolue positivement sur certains points, il est en recul sur un point majeur par rapport au quatrième programme. Celui-ci prévoyait que dans les zones d'excédent de lisier (dites d'excédent structurel), il était interdit de procéder à des extensions d'élevages, sauf pour les petites et moyennes exploitations. Tout ceci a disparu du cinquième programme en application des textes nationaux, alors même que le dernier état des lieux officiel montre qu'il existe un excédent moyen de 36 kg d'azote sur chaque hectare breton !

Enfin, il nous faut relever l'insuffisance de ce cinquième programme pour combattre le cancer des marées vertes qui ronge le littoral breton. La cour administrative d'appel de Nantes confirme cette idée dans son récent arrêt du 29 décembre dernier **(8)**. Interdiction d'épandage d'une durée insuffisante, absence d'obligation de couverture des fosses pour éviter leur remplissage par les pluies, limitation des apports d'azote à 210 kg/ha alors qu'elle devrait être abaissée à 140 kg/ha, voilà toutes les carences du 5^{ème} programme d'actions à l'égard de la prévention des marées vertes que retiennent les magistrats ...et tous les défenseurs de l'eau pure !

(1) Etat des lieux SDAGE Bassin Loire Bretagne, 2013, p.6 – Disponible [ici](#). (2) Culture Intermédiaire Piège à Nitrates. (3) Rapport de l'INRA – Disponible [ici](#). (4) Bonne Condition Agricole et Environnementale ; conditionnalité des aides de la PAC dans le cadre du paiement direct du premier pilier. (5) Limite maximale de fertilisation azotée sur les parcelles en zone vulnérable. (6) Exemple : lisier, fumier et fientes de volailles,... (7) Direction départementale des territoires et de la mer (DDTM) (8) Pour plus d'informations, consulter ce [lien](#).

(1) Rapport d'expertise collective de l'INSERM sur les effets sur la santé des pesticides de juillet 2013 – Disponible [ici](#). (2) Lig'Air est une association régionale du type loi de 1901 créée le 27 Novembre 1996 pour assurer la surveillance de la qualité de l'air en région Centre. (3) Période principale d'utilisation de pesticides en ZNA. (4) Limite maximale de concentration pour l'ensemble des pesticides fixée pour l'eau destinée à la consommation humaine. (5) <https://simmbad.fr/public/servlet/produitList.html>

PLAN ECOPHYTO : vers quels champs du possible ?

Par **Léa Bouguyon**,
Chargée de mission Réseau Eau de France Nature Environnement
(Personne ressource Ecophyto à FNE : Claudine Joly)

Lors de son discours du 25 octobre 2007 à l'issue des premières conclusions du Grenelle de l'environnement, Nicolas Sarkozy avait demandé à Michel Barnier, alors Ministre de l'Agriculture, « de [lui] proposer avant un an un plan pour réduire de 50% l'usage des pesticides dans les dix ans qui viennent, si possible ». Pourtant, bien que le premier plan Ecophyto ait été adopté en 2009, l'usage des pesticides a augmenté de 5% en zones agricoles entre 2008 et 2013 **(1)**. Rien que pour l'année 2013 cette augmentation est de 9,2% **(2)**. Le 30 janvier 2015, à l'occasion du CNOS **(3)**, le Ministre de l'agriculture actuel, Stéphane Le Foll, a dévoilé les bases du nouveau plan Ecophyto. Face à ce constat d'échec, ce nouveau plan, considéré une fois de plus comme celui de la dernière chance, suffira-t-il à impulser une dynamique suffisamment ambitieuse engageant l'agriculture française dans une réduction drastique de l'usage des phytosanitaires ?

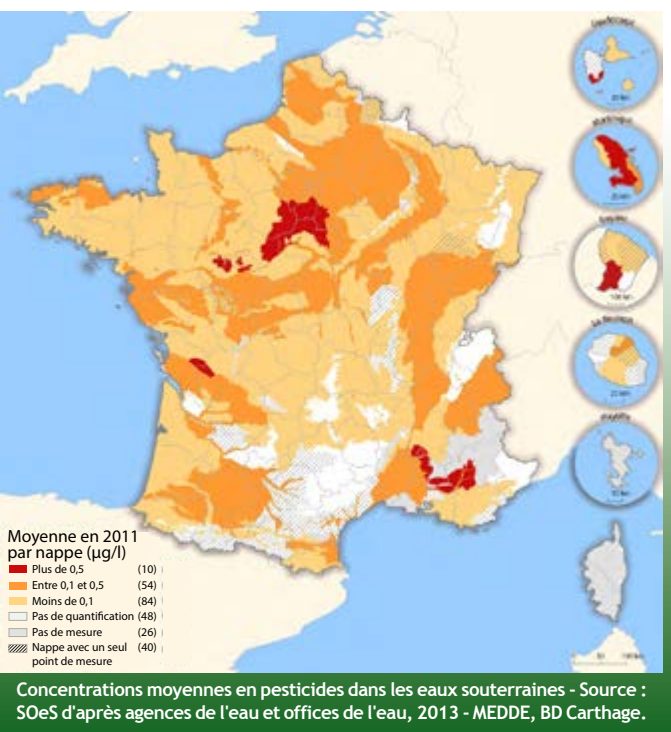
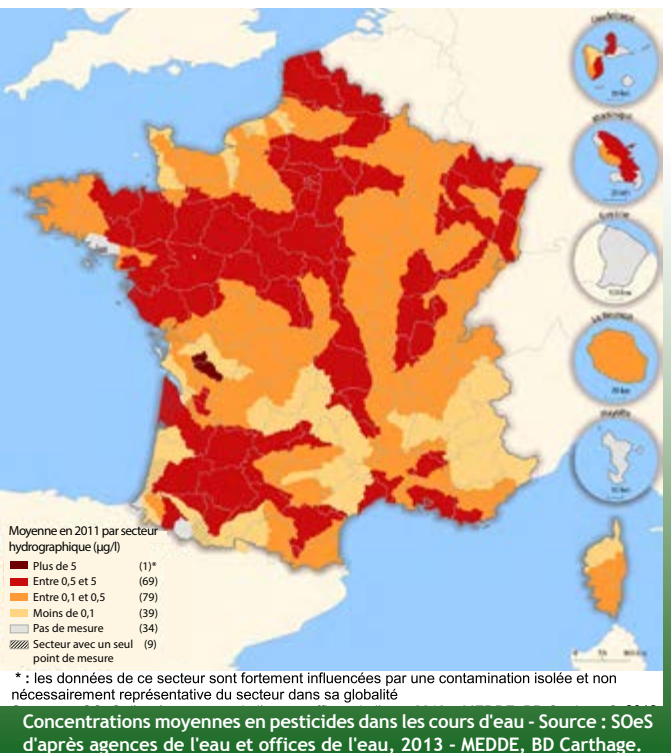
LE PLAN ECOPHYTO : BEAUCOUP DE TEMPS PASSÉ POUR QUELS RÉSULTATS ?

Les actions effectuées...

La mise en place du plan Ecophyto est financée notamment par la Redevance pour Pollution Diffuse, à hauteur de 40 millions d'euros par an, collectée par les Agences de l'eau et redistribuée par l'Onema. Sur les 114 actions présentées, plus des deux tiers ont été réalisées à plus de 80 %, tandis que moins de 5 % n'ont pas démarré.

Parmi les actions qui ont été mises en place, notons tout d'abord le lancement de travaux complexes sur les indicateurs avec en particulier la définition d'indicateurs d'usage basés sur le nombre de doses utilisées de substances actives et non la quantité de produits car les pesticides récents sont souvent efficaces à très faible dose et donc toxiques à faible concentration. Par conséquent, la réduction de la quantité globale est un leurre car elle ne signifie pas un impact moindre sur les écosystèmes. L'indicateur de référence au niveau national pour suivre l'évolution des usages est le nombre de doses unités (Nodu). Il est calculé en rapportant « la quantité de chaque substance active **(4)** vendue, sur le territoire français, à une dose unité de référence qui lui est propre, évitant ainsi des variations qui pourraient résulter de la substitution d'un produit par un autre, efficace à plus faible dose » **(5)**. Ainsi, la mise en place du NODU est une retombée positive du plan Ecophyto car nous disposons enfin d'éléments de comparaison beaucoup plus fiables.

Entre 2009 et 2014, le plan Ecophyto a également permis le déploiement sur le territoire d'un réseau de 1900 fermes « Dephy » encadrées par des conseillers orientant les agriculteurs vers des pratiques moins consommatrices de pesticides. Ce réseau est complété par près de 200 sites d'expérimentation et des exploitations de lycées agricoles. Cette action vise à impulser, au-delà de l'amélioration technique, un changement profond de « système » agricole visant à réduire l'usage des pesticides sans nuire à la rentabilité de l'exploitation. Néanmoins, une question se pose : comment réussir à dépasser l'échelle des fermes Dephy afin d'étendre ces pratiques sur l'ensemble du territoire ?



De plus, a été mis en place le certiphyto afin d'assurer d'une part, un contrôle des connaissances de base en matière de pesticides pour les usagers, les conseillers, distributeurs et d'autre part, de présenter des pratiques alternatives aux pesticides. Ce certificat est rendu obligatoire par la Directive Européenne sur l'utilisation durable des pesticides.

... pour de maigres résultats et des milieux aquatiques toujours autant pollués

En France, les ventes de produits phytosanitaires non agricoles représentent 7,7% **(6)** des quantités totales vendues en 2012 contre 92,3 % en zones agricoles. Plus de 59.300 tonnes de pesticides sont utilisées en France chaque année **(7)**, soit l'équivalent d'environ 88 millions de doses de substances actives **(8)**. Or l'usage de pesticides en zones agricoles met gravement en péril le bon état des cours d'eau et des masses d'eaux souterraines. En effet, les pesticides sont entraînés dans les cours d'eau par le ruissellement des eaux de pluie ou lessivés vers les nappes d'eaux souterraines. De même, l'épandage de pesticides favorise leur dispersion dans l'air. Une fois disséminées dans l'air, ces molécules retombent avec les pluies sur l'ensemble des bassins versants et contribuent à généraliser ces contaminations. Ils peuvent avoir des effets toxiques à court terme et à long terme et aussi impacter l'habitat et la chaîne alimentaire des milieux aquatiques. Selon EauFrance, en 2011, la présence de pesticides dans les cours d'eau en France en 2011 affecte plus de 90% des 2360 stations de surveillance de la qualité des cours d'eau.

Notons néanmoins des avancées concernant la réduction de l'usage des pesticides en zone non agricole. En effet, les quantités de substances actives vendues ont diminué d'un tiers depuis 2008. Cependant, rappelons qu'il ne s'agit que de maigres progrès car les produits non agricoles ne représentent que 7,7 % des quantités totales de produits phytosanitaires vendues en 2012 ! **(9)**

De manière générale, nous notons un important décalage entre les ambitions annoncées et les résultats du plan : les effets de la recherche et de la formation se font toujours attendre, sans parler des difficultés d'emploi de solutions alternatives et un manque profond de rayonnement des fermes Dephy.

Pourquoi un tel échec ?

Tout d'abord, nous observons une absence de conscience quant à la toxicité des pesticides à l'égard du milieu naturel. Quant aux utilisateurs, une prise de conscience commence à se développer du fait des maladies qui en résultent, comme en témoignent à la fois, la création de l'association Phyto Victimes et les données de la Mutualité Sociale Agricole. Mais ces produits étant homologués par des instances sanitaires, il est alors pris pour acquis que ces produits ne présentent pas de dangers majeurs. Dès lors, pourquoi chercher à en réduire l'usage ?

Deuxièmement, les pesticides sont perçus par les agriculteurs comme une sorte « d'assurance tout risque » pour leur récolte. L'abondance de leurs récoltes déterminant le montant de leurs revenus, il est par conséquent d'autant plus difficile de pointer du doigt les dangers présentés par l'usage de pesticides... Parallèlement, les acteurs engagés dans la mise en place d'actions du plan Ecophyto ont tendance à être marginalisés et considérés comme des « pseudo-écologues ». De plus, l'année 2013 a été particulièrement humide et a ainsi poussé à l'usage répété d'antifongiques.

Enfin, cette absence de résultat s'explique aussi par la dimension économique de l'utilisation des produits phytosanitaires dont le chiffre d'affaires représente environ chaque année 2 milliards d'euros **(10)**. Evidemment une diminution drastique des phytosanitaires, qui aboutirait à une réduction de ce chiffre d'affaires, n'est certainement pas du goût de ceux qui élaborent et vendent ces produits.

Face à ce constat, existe-t-il des solutions ?

Le ministre de l'agriculture propose de réinsérer le plan Ecophyto « nouvelle version » dans un cadre plus large, celui de « l'agroécologie ». La Loi d'Avenir pour l'Agriculture et la Forêt définit l'agro-écologie comme des systèmes de production privilégiant « l'autonomie des exploitations agricoles et l'amélioration de leur compétitivité, en diminuant la consommation d'énergie, d'eau, d'engrais, de produits phytopharmaceutiques [...] » **(11)**. Dans ce cadre, le 30 mai 2014, Dominique POTIER **(12)**, s'est vu confier par le Premier ministre la rédaction d'un rapport établissant des recommandations pour une nouvelle version du plan Ecophyto **(13)**. Ce rapport intitulé « Pesticides et agro-écologie : les champs du possible » réaffirme le cap de réduction de 50% l'usage des pesticides mais en distinguant deux temps d'action : une diminution de 25% d'ici 5 ans et une réduction de 50% d'ici 2025. De plus, il est recommandé la mise en place d'un conseil de transition vers l'agro-écologie **(14)**, une meilleure articulation du plan Ecophyto avec les autres dispositifs allant dans le même sens (MAEC **(15)**, Plan Protéines, Ambition bio, GIEE **(16)**, PAC 2020), l'expérimentation de certificats d'économie de pesticides. Le budget du plan Ecophyto devrait passer de 40 millions à 70 millions d'euros suite à un élargissement de l'assiette de la redevance pour pollution diffuse.

Peut-on encore espérer un plan efficace ?

Face à l'absence de résultats, il est impératif de reconsidérer la politique agricole dans son ensemble afin d'intégrer la protection environnementale et préserver durablement la ressource en eau. Cela ne concerne pas seulement les phytosanitaires, mais aussi les pratiques culturales. Parallèlement, il est nécessaire de renforcer les actions et d'activer tous les leviers qui permettront de réduire l'utilisation des pesticides par les agriculteurs : la formation, bien sûr, mais aussi l'évolution des aides de la PAC, la fiscalité, la réglementation. De plus, il est indispensable de fixer pour les principales actions du nouveau plan des objectifs de résultats et d'associer le panel le plus large possible d'acteurs, notamment les acteurs non majoritaires tels que la FNAB **(17)**, la FNCIVAM **(18)**, les APNE **(19)**, les filières, les coopératives et le négoce afin d'élaborer un plan Ecophyto le plus ambitieux et le plus opérationnel possible.

Le saviez-vous ?

- Plus de 59.300 tonnes de pesticides sont utilisées en France chaque année, soit l'équivalent d'environ 88 millions de doses de substances actives **(20)**. L'indicateur d'utilisation « Nodu » rend mieux compte de la toxicité réelle. Entre 2008 et 2013, le Nodu a augmenté de 5%
- 1 gramme de pesticide suffit à polluer un ruisseau d'un mètre de large et un mètre de profondeur sur 10 km **(21)** !
- L'évolution des ventes de produits phytopharmaceutiques mis en marché sur 2011 indique une hausse de 5 % et atteint environ 1,9 Milliards d'euros **(22)**
- En France, près de 34 000 ouvrages de prélèvement produisent environ 18 millions de mètres cube d'eau par jour pour la production d'eau destinée à la consommation humaine
- 88,5% des points de prélèvement sont identifiés comme « sensibles » et dépasseraient l'un ou l'autre des critères nitrates (40 mg/l) ou pesticides (0,08 µg/l pour un ou 0,4 µg/l pour la somme) **(23)**
- En 2011, plus de 90% des points de mesure sont touchés par la présence de pesticides dans les cours d'eau **(24)**
- Les pesticides les plus quantifiés sont : l'AMPA, le Glyphosate, l'Atrazine déséthyl

(1) Voir Note de suivi Ecophyto 2014. Tendances de 2008 à 2013 du recours aux produits phytopharmaceutiques - Disponible [ici](#). (2) Voir note de suivi Ecophyto 2014. Tendances de 2008 à 2013 du recours aux produits phytopharmaceutiques - p.7 Disponible [ici](#). (3) Le Comité National d'Orientation et de Suivi du plan Ecophyto (CNOS). (4) Les Quantités de Substances Actives (QSA) sont calculées à l'échelle nationale à partir des données de ventes des distributeurs de produits phytopharmaceutiques. (5) Voir le rapport Potier intitulé « Pesticides et agro-écologie LES CHAMPS DU POSSIBLE », Novembre 2014 - Disponible [ici](#). (6) Voir la « Note de suivi Ecophyto 2013 - Tendances de 2008 à 2012 du recours aux produits phytopharmaceutiques », 2013, p.16 - Disponible [ici](#). (7) Sources : [www.planetoscope.com](#) [ici](#). (8) Voir graphique figurant dans la note de suivi Ecophyto 2014 p.7 - Disponible [ici](#). (9) Voir la « Note de suivi Ecophyto 2013 - Tendances de 2008 à 2012 du recours aux produits phytopharmaceutiques », 2013, p.16 - Disponible [ici](#). (10) Sources : Rapport d'activité 2011-2012, l'UIPP fait le point sur l'activité de la protection des plantes, ses actions et les grandes tendances 2011-2012, p.26

(11) Loi n° 2014-1170 du 13 octobre 2014 d'avenir pour l'agriculture, l'alimentation et la forêt - Disponible [ici](#). (12) Député de Meurthe-et-Moselle. (13) Le rapport a été remis au Premier Ministre, le 23 décembre 2014. (14) Il s'agirait d'un conseil orchestré par les chambres et devant toucher 30 000 agriculteurs. (15) Mesures agro-environnementales et climatiques (MAEC). (16) Un groupement d'intérêt économique et environnemental (GIEE). (17) Fédération Nationale d'Agriculture Biologique (FNAB). (18) Fédération Nationale de Centres d'Initiatives pour Valoriser l'Agriculture et le Milieu rural (FNCIVAM). (19) Association de Protection de la Nature et de l'Environnement (APNE). (20) Voir graphique figurant dans la note de suivi Ecophyto 2014 p.7 - Disponible [ici](#). (21) Sources : [www.planetoscope.com](#) - voir le lien [ici](#). (22) Rapport d'activité 2011, UIPP, p.27. (23) <http://www.actu-environnement.com/media/pdf/news-22518-rapport-cgaer.pdf>. (24) Sources : [www.statistiques.developpement-durable.gouv.fr](#).

DOSSIER

OBJECTIF ZÉRO PESTICIDE SUR LE BASSIN LOIRE-BRETAGNE :

quelles actions sont mises en œuvre ?

En France, les ventes de produits phytosanitaires non agricoles représentent 7,7% **(1)** des quantités totales vendues en 2012 contre 92,3% en zones agricoles. Pourtant, si le nerf de la guerre se situe bien en zones agricoles, notons qu'en zones non agricoles (ZNA), entre 2009 et 2013, le NODU **(2)** a diminué de 3,4% **(3)**. Les démarches « Objectif Zéro Pesticide » en ZNA apportent des résultats significatifs en matière de réduction de l'usage des pesticides. Cet article est l'occasion d'illustrer les démarches allant dans ce sens engagées par les APNE **(4)** membres de France Nature Environnement sur le bassin Loire-Bretagne **(5)**, mais notons que bien d'autres actions du même type sont également mises en place sur les autres bassins hydrographiques par le mouvement FNE.

OBJECTIF ZÉRO PESTICIDE DANS NOS VILLES ET VILLAGES EN RÉGION CENTRE

Par Jonathan Bourdeau-Garrel,
Nature Centre

L'association Loiret Nature Environnement, la FREDON Centre **(6)**, et les Jardiniers de France se sont regroupés dès janvier 2005 pour élaborer un projet local de réduction d'usage des pesticides qui deviendra peu à peu « Objectif zéro pesticide dans nos villes et villages », à destination des communes du Loiret.

Cette opération est un programme d'accompagnement des communes qui ne veulent plus utiliser à terme de pesticides pour l'entretien de la voirie et des espaces verts. En signant la charte « Objectif zéro pesticide dans nos villes et villages », la commune peut ainsi bénéficier d'une aide pour :

- **La formation technique** des agents aux pratiques alternatives, aux dangers des pesticides et à la réglementation en vigueur, à l'élaboration d'un plan de réduction de l'usage des pesticides
- **La communication** vers le grand public pour améliorer sa tolérance envers les herbes spontanées et valoriser la démarche de la commune

Afin de bien identifier l'opération, un logo spécifique a été conçu.

Pour accompagner les communes dans leur démarche, des outils de communication (expositions, brochures, plaquettes, etc.) ainsi que des animations sont mis à disposition des collectivités et du grand public (réunions publiques, sorties « herbes folles », etc.).

Suite à la réussite du projet, Nature Centre a souhaité, en 2010, étendre cette opération à l'échelle régionale en accompagnant ses associations locales afin d'assurer la cohérence des actions conduites. Depuis, 8 associations locales **(7)** et une douzaine de salariés accompagnent, sur les 6 départements de la région Centre, les communes souhaitant s'engager dans la démarche. Sont également associés au réseau Nature Centre, le CPIE **(8)** Brenne-Berry et la Fredon Centre.

En région Centre, nous comptons actuellement près de 130 communes engagées. Nature Centre propose sur son site internet **(9)** une cartographie interactive du déploiement régional de l'opération.

Compte tenu du contexte réglementaire **(10)** sur l'usage des produits phytosanitaires en ZNA **(11)**, cette opération s'étend maintenant vers les jardiniers amateurs, les entreprises, les centres hospitaliers et même les aéroports... Pour amplifier cette mobilisation, les associations travaillent actuellement à un changement d'échelle de l'opération en privilégiant le regroupement de communes d'un même Pays.

LA CHARTE RHÔNALPINE « OBJECTIF ZÉRO PESTICIDE DANS NOS VILLES ET VILLAGES »



Par Guillaume Bouchut,
FRAPNA Loire

En 2010, la FRAPNA **(12)** Loire lance une vaste campagne de sensibilisation des utilisateurs de pesticides en zones non agricoles dans le département de la Loire, en s'appuyant sur l'opération menée par LNE **(13)**. Dans la continuité de ces actions, la FRAPNA Loire s'est impliquée dans la construction d'un référentiel commun en Rhône-Alpes afin de proposer un seul outil régional pour une meilleure lisibilité et valorisation. Ainsi, la charte régionale « Objectif zéro pesticide dans nos villes et villages » a vu le jour en septembre 2012. Pilotée par la DRAAF RA **(14)**, la FRAPNA et la FREDON RA **(15)**, cette charte s'adresse à l'ensemble des collectivités de la région Rhône-Alpes et s'inscrit dans les objectifs du plan régional Ecophyto.

Une démarche progressive et multi partenariale

En signant la charte, les collectivités s'engagent à réduire progressivement l'usage des produits phytosanitaires sur l'ensemble des emprises communales : voiries, parcs, jardins, zones d'activités, terrains de sports, cimetières, aires de jeux, écoles, accompagnements de bâtiments publics. Un délai de 5 ans est préconisé pour atteindre le « zéro pesticide », avec trois niveaux de progression :

- Niveau 1 : Réalisation d'un **Plan de Désherbage Communal (PDC)** ; **Formation des agents** des services techniques aux méthodes d'entretien alternatives ; **Communication** de la démarche entreprise auprès de la population
- Niveau 2 : **Utilisation des pesticides restreinte aux herbicides** sur les zones à risque faible pour la pollution des eaux ; **Communication** auprès de la population sur les

actions entreprises ; **Sensibilisation** spécifique des jardiniers amateurs

- Niveau 3 : Suppression totale des pesticides : **atteinte du « zéro pesticide »** ; Organisation d'un événement de **communication**

La FRAPNA, la FREDON RA et les porteurs territoriaux (syndicats de rivières, intercommunalités...) les accompagnent pour la méthodologie, la sensibilisation et la valorisation de leur engagement. En parallèle, les associations adhérentes à la FRAPNA jouent également un rôle clef pour convaincre les collectivités du bien-fondé de la démarche.

A ce jour, 176 communes, 2 communautés de communes et le conseil général de la Loire ont adhéré à cette charte en Rhône-Alpes.

Le volet pédagogique

Des outils de communication et de nombreuses animations sont mises en place, telles que les balades « herbes folles » à la découverte des plantes en ville, l'organisation de débats sur la nature en ville etc. Les enfants ne sont pas en reste, puisque la FRAPNA Loire a créé une mallette pédagogique **(16)** sur le thème de la nature en ville et des alternatives aux pesticides et leur propose des activités visant à observer les plantes et animaux d'une rue, évaluer son indice biologique, comprendre les mécanismes d'infiltration des pesticides dans le sol etc.

Pour en savoir plus : www.frapna-zeropesticide.fr

OPÉRATION «OBJECTIF ZÉRO PESTICIDE DANS NOS VILLES ET VILLAGES» EN RÉGION LIMOUSIN

Par Emilie Rabeteau,
Limousin Nature Environnement

Origine du projet:

En 2008, LNE a lancé une enquête auprès des 739 communes du Limousin afin d'évaluer l'usage des pesticides dans l'entretien des espaces publics, mais aussi d'évaluer leur volonté de s'engager dans une action visant à réduire, puis à bannir l'usage de ces produits dès que possible. Pour y donner suite, fin 2008, dans le cadre de la semaine «sans pesticide» organisée par l'Action Citoyenne pour une Alternative aux Pesticides (ACAP), la fédération Limousin Nature Environnement (LNE), et la FREDON Limousin, ont lancé leur charte «Objectif : Zéro pesticide dans nos villes et villages».

En 2009, rejointes par les CPIE de la Corrèze et de la Creuse, les structures partenaires lancent une première phase de l'opération régionale auprès de 45 communes soutenue par les partenaires départementaux et régionaux et relayée en Haute-Vienne par un dispositif financier incitatif du Conseil Général 87 (aide à l'équipement et au plan de désherbage).

Modalités de l'opération :

Lorsqu'une commune prend contact avec la fédération ou une des associations partenaires, un rendez-vous est fixé afin de présenter et organiser l'opération. A l'issue de cette entrevue, il lui sera proposé un diagnostic de son usage des pesticides (technique et réglementaire). Par la suite, un planning d'actions pédagogiques mais aussi techniques visant à aller vers le zéro pesticide est mis en place (soirée débat publique autour du film «Pesticide non merci» ; ateliers jardinage; stand de documents et d'ouvrages spécialisés sur les techniques de

culture, de jardinage, mais aussi les effets sur la santé des pesticides; présentation et démonstration de matériel de désherbage thermique au personnel des communes etc.)

Au cours d'une de ces actions, la signature de la charte «Zéro pesticide» intervient pour officialiser et surtout médiatiser l'opération. Un site Internet dédié à l'opération a été mis en place afin d'informer sur l'état d'avancement de l'opération mais aussi fournir les conseils et actions pour atteindre l'objectif « Zéro pesticide ».

Au 31 décembre 2014, le nombre de communes, d'établissements engagés dans l'opération en Haute Vienne s'élève à 58, en Creuse à 44 et en Corrèze à 59 - soit 161 démarches engagées sur le territoire régional.

EAU ET RIVIÈRES DE BRETAGNE (ERB) : UNE ASSOCIATION PROMOUVANT LES ALTERNATIVES AUX PESTICIDES AUPRÈS DES COLLECTIVITÉS ET DES PARTICULIERS

Par Pauline Pennober,
Animatrice délégation Côtes d'Armor à ERB



ERB s'engage dans la lutte contre la banalisation de l'usage des pesticides et le développement d'alternatives depuis de nombreuses années. Elle mène pour cela différentes actions de sensibilisation auprès des collectivités et des particuliers.

Cette sensibilisation passe par plusieurs vecteurs :

- L'intervention de ses militants dans les instances de dialogue environnemental (Sage, Coderst etc.) pour que soient fixés des objectifs ambitieux de réduction des produits phytosanitaires (arrêté d'interdiction des traitements sur fossés, objectif 50% des communes à zéro phyto)
- Une médiatisation de la problématique « pesticides » au travers de manifestations comme la « Marche pour des alternatives » ou des procès médiatisés (procès Monsanto)
- L'information et l'éducation du public, expositions pédagogiques (jardiner au naturel) et de livrets. En parallèle, des guides plus techniques ont été réalisés pour les collectivités

ERB copilote depuis 17 ans, avec d'autres associations, la mise en œuvre du programme « Eau et pesticides » sous l'égide de la Maison de la Consommation et de l'Environnement. Dans ce projet, ERB est notamment en charge de la charte « Jardiner au naturel ça coule de source ». Cette charte officialise l'engagement pris entre collectivités, associations et jardineries d'un territoire, visant à infléchir la courbe des ventes des pesticides tout en promouvant la vente d'alternatives non chimiques. En 2013, 16 chartes ont été signées regroupant au total 233 magasins. Son rôle est d'accompagner le porteur de projet, de participer aux formations juridiques des vendeurs et de réaliser des enquêtes consommateurs.

L'association organise depuis 10 ans une fête autour du jardinage au naturel étendue depuis 2 ans à l'agriculture et qui a accueilli en 2014 plus de 4000 visiteurs. Elle dispose aussi d'une animation pédagogique « ma ville est belle sans pesticides ».

Et enfin, l'association travaille à la création d'un kit pédagogique sur le jardinage, à la formation et à l'accompagnement des agents des collectivités dans le cadre des Temps d'Activité Périscolaire.

(1) Voir la note de suivi Ecophyto 2013 - Tendances de 2008 à 2012 du recours aux produits phytopharmaceutiques, 2013, p.16 Disponible [ici](http://www.ecophyto.net). (2) Calculé à partir des données de vente des distributeurs de produits phytopharmaceutiques, le NODU correspond à un nombre de traitements « moyens » appliqués annuellement sur l'ensemble des cultures, à l'échelle nationale (Sources : Ministère de l'agriculture [ici](http://www.mars.gouv.fr)). (3) Voir note de suivi Ecophyto 2014, Tendances de 2008 à 2013 du recours aux produits phytopharmaceutiques p.11 Disponible [ici](http://www.ecophyto.net). (4) Association de Protection de la Nature et de l'Environnement (APNE). (5) A noter qu'il ne s'agit pas d'un aperçu exhaustif, mais d'une valorisation des échanges produits lors de la journée « groupe de travail » organisée en novembre 2014, dans le cadre d'un partenariat avec l'Agence de l'eau Loire-Bretagne, rassemblant les APNE membres de FNE engagées dans la mise en place de démarches OZP sur le bassin Loire-Bretagne.

(6) Fédération Régionale de Défense contre les Organismes Nuisibles de la région Centre. (7) Loiret Nature Environnement, Eure-et-Loir Nature, le CDPNE, Indre Nature, la SEPANT, Nature 18, Perche Nature et Sologne Nature Environnement. (8) Centre permanent d'initiatives pour l'environnement (CPIE). (9) www.nature-centre.org. (10) Arrêté du 27 juin 2011 et loi Labbé du 6 février 2014 qui restreignent voire interdisent l'usage de produits phytosanitaires dans des lieux ouverts au public. (11) ZNA : Zone Non Agricole. (12) Fédération Rhône-Alpes de Protection de la Nature. (13) Loiret Nature Environnement. (14) Direction Régionale de l'Alimentation, de l'Agriculture et de la Forêt. (15) Fédération Rhône-Alpes de Défense contre les Organismes Nuisibles. (16) Sur une idée originale de la Communauté Urbaine de Strasbourg.

EAU ET PHYTOSANITAIRES : agir maintenant pour la santé et l'agriculture

Par **Adrien Brunetti**,
Chargé de mission Réseau Santé de France Nature Environnement

L'eau est indispensable à la vie, tout comme l'air et l'agriculture. Elle détermine la qualité de notre environnement et la protection de notre santé. Or la consommation française de pesticides a augmenté de plus de 10% entre 2009 et 2013. Quelle menace pèse sur nos eaux et notre santé ?

La France est le premier consommateur de pesticides agricoles en Europe et le troisième au monde. Engagé dans une course à la productivité mondiale, notre modèle agricole repose plus que jamais sur les intrants chimiques. Système qui d'après ses promoteurs contribuerait à maintenir les travailleurs agricoles dans des situations de revenus acceptables.

En parallèle, la pollution des eaux de surface et souterraines aux phytosanitaires a atteint des niveaux inédits et s'aggrave. En juillet 2013, une étude du Commissariat général au développement durable (CGDD) (1) montrait que 93% des cours d'eau français analysés en contiennent, soit 2% de plus qu'en 2010.

On peut expliquer cette tendance par le manque de respect des textes réglementaires. En effet, la Directive cadre européenne sur l'eau impose aux États d'atteindre un « bon état écologique » des eaux en 2015. En France en 2009, seuls 38% des masses d'eau de surface étaient en bon état écologique (2).

AGIR SUR LES MODES D'ÉPANDAGE

Les pesticides n'atteignent pas suffisamment leur cible. D'après une note de 2004 publiée par l'Institut d'aménagement et d'urbanisme de la région Île-de-France (3), « lors de l'épandage, les pesticides atteignent les plantes mais aussi le sol, l'eau et l'atmosphère. On estime que [...] 0,3% seulement atteindrait leur cible. La majorité (80 à 90%) serait volatilisée, le reste étant soit entraîné par ruissellement (2% en moyenne), soit lessivé, soit stocké dans le sol ».

Quel que soit le chiffre avancé, le mode d'épandage reste un sujet d'engagement pour France Nature Environnement. Dans le viseur de nos actions se trouvent tous les modes de diffusion des pesticides dans l'atmosphère, tels que l'épandage aérien, la pulvérisation, qui augmentent la propagation des substances répandues. Alors que les conditions locales de vent sont très difficiles à maîtriser et que les habitations voisines ne sont souvent pas protégées, ce mode d'épandage renvoie à des pratiques archaïques dont nous devons nous passer.

AGIR SUR LA COMPOSITION DES PHYTOSANITAIRES

Les phytosanitaires sont avant tout des produits chimiques. Leur composition est issue de la chimie de synthèse qui irrigue l'ensemble de notre appareil industriel. Sans parler des perspectives de la chimie

verte qui doivent encore être évaluées, France Nature Environnement cherche à informer le public sur les risques sanitaires associés à l'usage intensif de pesticides et à la dangerosité de certains.

Selon l'étude du CGDD citée plus haut, l'un des produits les plus fréquemment retrouvés dans les cours d'eau est le glyphosate (32% des cours d'eau) et son composé l'acide aminométhylphosphonique (65%). Mieux connu sous le nom de Roundup®, cet herbicide a fait l'objet d'une étude (4) visée par l'ANSES (Agence nationale de sécurité sanitaire, de l'alimentation, de l'environnement et du travail), révélant que cette substance pourrait agir comme un perturbateur endocrinien.

France Nature Environnement mène un plaidoyer croissant contre les perturbateurs endocriniens, notamment dans le cadre du Règlement REACH (5) pour les soumettre à des restrictions systématiques. L'exposition de la population à ces substances, toutes causes confondues, coûterait environ 4 milliards d'euros par an au système de santé français (6).

Le meilleur phytosanitaire est celui que l'on n'utilise pas et pour lequel on trouve un substitut. Le recours aux auxiliaires de culture, gage de biodiversité aquatique et terrestre, doit rester un horizon réaliste pour les travailleurs agricoles.

Le saviez-vous ? (7)

Les surcoûts attribués aux pollutions agricoles diffuses sont évalués entre 1 110 à 1 680 millions d'euros/an, dont :

- 370 à 390 M€ de dépenses additionnelles pour les ménages, n'impactant pas la facture d'eau (achat d'eau en bouteille, filtrage de l'eau...) ;
- 640 à 1 140 M€ de dépenses additionnelles des services d'eau et d'assainissement, impactant la facture d'eau des ménages (soit de 6,6 % à 11,8 % de la facture d'eau) ;
- 100 à 150 M€ de pertes marchandes dues à l'eutrophisation.

Les dépenses pour la restauration des eaux souterraines s'élèvent entre 522 000 à 847 000 millions d'euro/an.

La mise en conformité à la Directive Eaux Souterraines nécessiterait entre 1 100 à 3 000 millions d'euro/an.

(1) Disponible [ici](#) au format PDF. (2) Information EauFrance, service public d'information sur l'eau, p.2 [ici](#). (3) Disponible [ici](#) au format PDF. (4) Disponible [ici](#) au format PDF. (5) Reach est un règlement européen ([règlement n°1907/2006](#)) entré en vigueur en 2007 pour sécuriser la fabrication et l'utilisation des substances chimiques dans l'industrie européenne. (6) D'après un rapport rendu en juin 2014 par l'Alliance européenne pour la santé et l'environnement. (7) Données : Agences de l'eau, SOeS, INSEE / Sources : Coûts des principales pollutions agricoles de l'eau, Ministère chargé de l'environnement, 2011 – Disponible [ici](#).

Point de vue

CONSULTATION DU PUBLIC SUR L'EAU :

L'EAU AU CARREFOUR DES DIRECTIVES EUROPÉENNES.

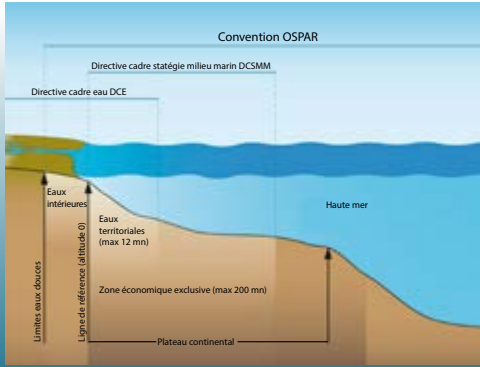
Par **Anaïs Giraud**,
Chargée de mission Réseau Eau de France Nature Environnement

Du 19 décembre 2014 au 18 juin 2015, les acteurs de l'eau (1) et le grand public sont consultés sur les projets de Schéma Directeur d'Aménagement et de Gestion des Eaux (SDAGE) et leur programme de mesures. Pour la première fois, deux autres documents de planification y sont associés, le projet de Plan de Gestion des Risques d'Inondation (PGRI) et le programme de mesures du Plan d'Action pour le Milieu Marin (PAMM). En quoi consiste cette nouvelle consultation du public sur l'eau et le milieu marin ?

UNE CONSULTATION QUI NOUS CONCERNE TOUS

Issus de deux directives européennes, la Directive Cadre sur l'Eau (DCE) et la Directive Inondation (DI), les SDAGE et les PGRI définissent les politiques de l'eau et de lutte contre les inondations dans chaque grand bassin hydrographique : objectifs de la reconquête de la qualité des eaux et des milieux aquatiques et de la protection des personnes. Sur le littoral, dans chaque sous-région marine, les PAMM découlant de la Directive Cadre Stratégie pour le Milieu Marin (DCSMM) définiront les actions pour préserver ou reconquérir le bon état des eaux marines.

L'ensemble de la population française est consulté sur ces documents de gestion et sur les actions qu'ils visent à mettre en place pour assurer la protection de l'eau. L'objet de cette consultation est d'associer les acteurs de l'eau et le grand public en amont des décisions prises par les comités de bassins dans le cadre de la finalisation des projets de SDAGE, de PGRI et des programmes de mesures des PAMM. Il s'agit d'orienter et de décider des actions et des moyens à mettre en œuvre en rassemblant l'ensemble des avis sur l'eau, et de définir collectivement la stratégie permettant d'atteindre le bon état des eaux continentales et marines d'ici 2021.



Définition des zones juridictionnelles de la DCE, de la convention OSPAR et de la DCSMM (Source : OSPAR, ICG COMP 11/3/1)

Déjà en 2008, le public et les acteurs de l'eau avaient été consultés sur les projets de SDAGE 2010-2015 et leur programme de mesures associé. Avec 255 actions de terrain et 139 actions de dialogues (conférences, débats, formations...), la consultation du public sur l'eau en 2008 avait mobilisé une cinquantaine d'associations membres ou affiliées à France Nature Environnement sur tout le territoire y compris ultra-marin. Cette année, FNE se mobilise à nouveau pour la consultation du public sur l'eau et le milieu marin et souhaite, à travers ses actions, renforcer les échanges entre les « acteurs de l'eau douce » et « les acteurs de l'eau salée ».

L'ARTICULATION DES POLITIQUES DE L'EAU

La Directive Cadre sur l'Eau vise l'atteinte ou le maintien du bon état des eaux de surface et des eaux souterraines. En France, elle s'applique sur l'ensemble des bassins hydrographiques et des DOM par la mise en œuvre des SDAGE.

Le PGRI est l'outil de mise en œuvre de la directive européenne « inondation ». A l'échelle du bassin hydrographique, il définit les objectifs de gestion des risques d'inondation pour réduire les conséquences négatives des inondations sur la population et les territoires.

La Directive Cadre Stratégie pour le Milieu Marin, quant à elle, vise l'atteinte ou le maintien du bon état écologique des eaux marines. Elle est mise en œuvre à l'échelle des sous-régions marines, par l'élaboration de Plans d'Action pour le Milieu Marin (PAMM) initiés en 2012.

D'un point de vue géographique, la DCE s'applique aux eaux territoriales (2). La DCSMM couvre les eaux côtières et les eaux marines allant jusqu'aux confins de la zone où un État membre exerce sa juridiction. Les eaux côtières sont donc traitées par les deux directives. La Directive « Inondation » couvre aussi bien les eaux continentales que les eaux côtières du fait des risques de submersion marine.

Ces trois directives sont organisées selon un cycle de gestion de six ans. Les premiers plans d'action pour le milieu marin (PAMM), découlant de la DCSMM, démarreront en janvier 2016 en même temps que les SDAGE 2016-2021 et les PGRI.

Ces trois directives concernent soit les mêmes milieux, soit les milieux connectés, c'est pourquoi elles s'articulent entre elles afin de mieux coordonner la gouvernance de l'eau et d'assurer une compatibilité réciproque entre les PAMM, les SDAGE et les PGRI. Ainsi, les objectifs de la DCE et de la DCSMM doivent être déterminés conjointement afin d'atteindre, à long terme, le bon état. Pour cela, l'articulation doit également intervenir lors de l'identification des pressions impactant aussi bien les eaux côtières que les eaux marines. Les programmes de mesures attachés aux SDAGE et aux PAMM doivent donc être construits de concert.

UNE MEILLEURE PRISE EN COMPTE DU CHANGEMENT CLIMATIQUE

La Commission européenne avait reproché aux précédents SDAGE que la problématique du changement climatique, et notamment les impacts sur la gestion de l'eau, n'avait pas été suffisamment prise en compte. Les SDAGE et les agences de l'eau doivent être porteurs d'un positionnement engagé et constructif en faveur de l'adaptation au changement climatique lorsque l'eau et les milieux aquatiques sont concernés. Par conséquent, les nouveaux projets de SDAGE, tout comme les PAMM et les PGRI, intègrent désormais une réflexion sur les actions à mener en matière d'adaptation au changement climatique vis-à-vis de la ressource en eau. Même s'il existe encore beaucoup d'incertitudes sur les conséquences du changement climatique, ces documents de planification visent à esquisser des pistes d'adaptation progressive à mettre en œuvre aujourd'hui afin d'être en mesure d'anticiper d'éventuels événements climatiques extrêmes, tels que des sécheresses, des inondations, la diminution des débits etc.

(1) La consultation officielle des assemblées se déroule du 19 décembre 2014 au 19 avril 2015. (2) Les eaux territoriales d'un Etat côtier s'étendent jusqu'à la limite des 12 milles, à partir de la ligne de base (la ligne de base correspond à la laisse de basse mer). C'est une zone où l'Etat exerce sa pleine souveraineté. (Sources Ifremer [ici](#))

POUR UNE MER PROPRE EN 2020 :

« LA MER DOIT FINANCER LA MER » !

Par le Réseau Océans, mers et littoraux (Collectif)

La Directive-cadre stratégie pour le milieu marin (DCSMM) vise à atteindre ou maintenir un bon état écologique du milieu marin à l'horizon 2020. En 2015, cette directive sera mise en place au travers des plans d'action pour le milieu marin (PAMM). Se pose alors une question délicate : comment financer concrètement la DCSMM ? A l'occasion de la consultation du public sur l'eau, les inondations et le milieu marin (1), FNE fait le point sur la question !

POURQUOI UNE FISCALITÉ SPÉCIFIQUE POUR LE MILIEU MARIN ?

Selon la stratégie européenne « Croissance bleue », les océans sont les nouveaux moteurs de l'économie européenne. L'Union Européenne estime que les ressources des océans créeraient environ 5,4 millions d'emplois dans l'Union Européenne (2). Intensification de l'éolien offshore, multiplication des sites d'extraction de granulats marins, etc... Certes, les espaces maritimes offrent un fort potentiel économique mais FNE reste vigilante à ce que la mer ne devienne par le terrain d'une « croissance bleue » non maîtrisée alors qu'elle est déjà devenue le grand dépotier des activités humaines. Les activités maritimes perturbant les écosystèmes marins s'exercent sur le domaine public maritime. Elles reposent sur l'exploitation de biens et ressources communs, et nécessitent presque toujours, à un stade ou à un autre (recherche, création d'équipements subventionnés, etc.), l'engagement de fonds publics. Ceux-là sont, aujourd'hui, sans commune mesure avec les prélèvements effectués sur les activités maritimes concernées.

Mers et océans nécessitent des besoins de financement croissants pour leur gestion, leur protection et l'amélioration des connaissances. La mise en œuvre des PAMM met cruellement en lumière l'écart entre objectifs et système de financement ! Le coût des politiques pour l'environnement marin (3), dont celles liées à la mise en œuvre de la DCSMM, devrait être compris entre 250 et 500 millions d'euros. Le coût représenterait « une somme de l'ordre de 10 euros par Français et par an pour disposer d'un environnement marin préservé, restauré et surveillé » (4). Avec un coût total annuel pour la DCSMM estimé à plus d'une centaine de millions d'euros d'ici 2020 et l'absence d'une fiscalité internalisant les coûts liés à la dégradation de la biodiversité marine sur le modèle des Agences de l'eau, FNE s'interroge sur la capacité de la France à respecter les engagements de la DCSMM.

Partant du constat de la nécessité d'encadrer et d'accompagner la « ruée vers l'or bleu », et de financer la protection du milieu marin, une fiscalité environnementale spécifique au milieu marin doit venir renforcer considérablement les financements publics actuellement disponibles et s'inscrire dans les PAMM pour :

- Reconquérir la qualité du milieu marin
- Promouvoir les bonnes pratiques environnementales et sociales
- Faire supporter à chaque activité maritime le coût de ses externalités environnementales
- Abonder l'effort de recherche et de protection par un fonds national dédié à la connaissance, à la protection des milieux littoraux et marins, et à l'adaptation de l'exploitation des ressources biologiques à une gestion écosystémique

La mise en œuvre de ce principe « pollueur-payeur » alimenterait donc un fonds pour la mise en œuvre de la DCSMM.

REDEVANCES SUR LES USAGES DE LA MER : UN PREMIER ACQUIS DU GRENELLE DE LA MER (5)

Des énergies marines renouvelables aux activités de plaisance, FNE mène la réflexion afin de prendre en compte la biodiversité marine dans la fiscalité des activités littorales et maritimes, dont voici deux exemples :

- Valorisation et révision des redevances d'occupation du domaine public maritime et, au-delà, de la zone économique exclusive avec une tarification associée aux usages récréatifs ou professionnels dégradant la biodiversité marine
- Fléchage de la taxe sur les parcs éoliens en faveur des opérations de suivi de la biodiversité. Aujourd'hui, les fonds générés par l'éolien offshore sont attribués sans aucune condition environnementale

LE FINANCEMENT DE LA PROTECTION DES MILIEUX MARINS, UN ENJEU CLIMATIQUE

Environ 25 % des émissions de CO₂ générées par les activités humaines sont absorbées par les océans chaque année. Plus l'océan absorbe de CO₂, plus son eau devient acide, plus les systèmes de vie sont perturbés et plus sa capacité d'absorption de ce même CO₂ diminue, accentuant de facto le problème à la source. La mise en œuvre d'une fiscalité sur les usages du milieu marin et de ses richesses permettrait, en outre, de mieux encadrer les activités et d'en contrôler plus facilement leurs impacts.

Parce que la mer est une richesse à gérer de façon soutenable, la fiscalité liée aux activités maritimes doit servir la protection de l'environnement marin et littoral. Jusqu'au 19 juin 2015, durant la consultation sur le milieu marin, vous avez la parole pour échanger sur le principe « la mer doit financer la mer ».

Quelques chiffres à retenir (6) :

- 40 % des océans du globe sont « durement touchés » par les activités humaines
- Environ 20 % des récifs coralliens du monde ont disparu
- L'acidité des océans a augmenté de 30 % depuis le début de la révolution industrielle
- Les sources terrestres représentent approximativement 80 % de la pollution marine de l'ensemble du monde

(1) Cf. Article « Pour une mer propre en 2020 : dernière ligne droite ? », Lettre Eau N°69. (2) COM/2012/0494 final. (3) La politique de protection du milieu marin est principalement financée par l'Etat, pour un montant de l'ordre de 30 millions d'euros par an, dont 22 millions d'euros à l'Agence des Aires Marines Protégées, ainsi que par le droit de francisation des navires affecté au Conservatoire du littoral, à hauteur de 37 millions d'euros. (4) « L'Agence des aires marines protégées : quelle ambition pour la politique de protection du milieu marin ? », Rapport d'information n° 654 de M. Gérard MIQUEL, fait au nom de la commission des finances, déposé le 25 juin 2014. (5) Engagement n°95 du Grenelle de la mer : « Définir les modalités de financement de la protection des mers ». (6) « Santé des océans, santé des populations: connaître nos océans, protéger nos trésors marins, donner à tous les moyens d'une action citoyenne en faveur des océans », Unesco, Rio + 20 - Disponible ici.